

PPA	date	remarque	réponse apportée
DDT des Vosges	23 10 2023	L'ensemble des études spécifiques aux inondations portées à la connaissance de la CCOV n'a pas été entièrement repris. Il existe encore des incohérences entre le PLUi et le PPRi comme sur la commune de Circourt-sur-Mouzon que je vous invite à corriger.	La CCOV apportera des modifications à cette règle après enquête publique au moment de l'approbation du document si la DDT transmet à la CCOV l'ensemble de ces études spécifiques pour ajustement.
DDT des Vosges	23 10 2023	Concernant la cartographie des cours d'eau incorrectement prise en compte, les exemples donnés dans le premier avis n'ont pas été corrigés.	Cette mise à jour des données cartographique sera intégrée au PLUi au moment d'une procédure ultérieure lorsque un recensement exhaustif sera réalisé et diffusé.
DDT des Vosges	23 10 2023	Concernant le règlement écrit, l'article 10 sur l'inconstructibilité des berges des cours d'eau a été modifié, mais il devra être complété par la distance de 10 m de recul dans toutes les zones. Cette information est importante pour les usagers lors des certificats d'urbanisme. Cette règle doit être mise en cohérence dans les différentes pièces du PLUi. Il est écrit 20 m dans le tableau p14 de la pièce 1.11 "justifications environnementales" mais également à certains endroits du règlement (zone 1AU, UC, UY).	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	Le PLU, notamment le règlement graphique, devra être complété avec les études portées à la connaissance de la collectivité. Une relecture attentive du règlement est attendue afin de lever les incohérences entre les documents et les règles inscrites.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	EIE page 81 - figure n°14 : le Vair ne traverse pas la commune de Rainville.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	EIE page 150 - il manque l'arrêté préfectoral n°191/2020/DDT du 11 juin 2020 portant approbation du Plan de prévention du bruit dans l'environnement des infrastructures de transports terrestres de la compétence de l'Etat dans le département des Vosges (3ème échéance).	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	EIE page 164 - la carte 31 ne correspond pas aux zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux définis par l'arrêté ministériel du 22 juillet 2020.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	EIE page 172 - l'adresse N'existe plus. Les paragraphes sur les PPRNi du Vair et du Mouzon sont à revoir avec les informations PPRNi cités ci-dessus.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	EIE pages 231 à 236 - Annexe 4 : les cartographies bruit sont obsolètes. A remplacer par celles disponibles à l'adresse	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	Les annexes en zone (N) et (A) doivent être reculées de 20m par rapport à l'habitation et non de la limite de la zone (U). De plus, la surface totale des annexes, en zone (N) et en zone (A), doit être diminuée passant de 100m² à 50 m² d'emprise au sol maximum.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modifications à cette règle.
DDT des Vosges	23 10 2023	Réduire la zone U sur la parcelle 12 à Morelmaison	La modification demandée a été intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT des Vosges	23 10 2023	Supprimer la zone UB à proximité de la zone AC à Removille	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
DDT des Vosges	23 10 2023	Retirer de la zone UB sur la parcelle 51 (terrain agricole) à Viocourt	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
DDT des Vosges	23 10 2023	Retirer de la zone UB trop proche d'une zone AC (parcelle 79) à Vouxei	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande.
DDT des Vosges	23 10 2023	Dans le PLUi arrêté, seule la commune de Certilleux propose une zone 1AU de 1800 m² en dents creuses. Il est recommandé de repasser cette zone en "2AU".	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande. La zone 1AU en question fait déjà l'objet de deux permis de construire accordés.
DDT des Vosges	23 10 2023	Avis de la CDNPS : il conviendra de supprimer le changement de destination sur le bâtiment cadastré AC n°1, ferme du Villet dans le règlement écrit de la zone N.	Le changement de destination sera maintenu car il résulte de l'avis de la CDNPS qui va dans ce sens. En effet, la CDNPS demande soit le retrait de la zone "AC" à proximité (au 1er arrêt) soit le retrait du changement de destination sur les bâtiments agricoles. La CCOV a donc choisi de supprimer la zone "AC" sur la parcelle n° AC 12.
DDT des Vosges	23 10 2023	Les zones A n'apparaissent pas dans les fichiers informatiques. Il faudra corriger cette erreur pour le versement du document sur le Géoportail de l'urbanisme, au risque de publier un document partiel.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.

DDT des Vosges	23 10 2023	Une OAP commerce a été définie. Il conviendrait donc d'indiquer le renvoi vers cette OAP dans le règlement, de manière à s'assurer qu'elle sera prise en compte lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.	La modification demandée a été intégrée au document du PLUi lors de son second arrêt.
DDT des Vosges	23 10 2023	La Loi ALUR est du 24 mars 2014 et non du 24 mars 2015.	Les modifications demandées seront intégrées au document du PLUi lors de son approbation.
DDT des Vosges	23 10 2023	L'exploitation de la source FILOCOM 2013 présente un intérêt limité dans le travail. Il conviendrait de s'appuyer sur des sources plus récentes.	La CCOV ne souhaite pas apporter de modification à cette demande puisque le diagnostic a déjà été arrêté par le conseil communautaire en 2018.